



MD.

BÈGLES, le 25 novembre 2014

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 20 NOVEMBRE 2014

Etaient présents : Mme Isabelle BOUDINEAU, M. Franck JOANDET, Mme Fabienne FEDOU, M. Olivier GOUDICHAUD, Mme Isabelle FORET-POUGNET, M. Patrice VIVANT, Mme Amélie COHEN LANGLAIS, M. Jean-Etienne SURLEVE-BAZEILLE, Mme Edwige LUCBERNET, M. Cédric DUBOST, Mme Fabienne CABRERA, M. Aurélien DESBATS, M. Philippe MARTIN, M. Marc CHAUVET, Mme Evelyne LABARTHE, Mme Nadia BENJELLOUN-MACALLI, M. Benoît D'ANCONA, M. Pascal LABADIE, Mme Cathy CAMI, M. Clément ROSSIGNOL-PUECH, Mme Myriam MONTAGUT-LOBJOIT, Mme Christelle LAHAYE, Mme Zouina HAMMI-OUAHIOUNE, M. Kewar CHEBANT, M. Mamadou NIAN, Mme Christine TEXIER, Mme Christelle BAUDRAIS, M. Thierry BEER DEMANDER, Mme Françoise MATHA-STEPANI, M. Bruno PALUTEAU, Mme Nathalie LE GUEN.

S'étaient fait excuser et avaient donné délégation :

M. Noël MAMERE à Mme Isabelle BOUDINEAU

Mme Isabelle TEURLAY-NICOT à Mme Isabelle FORET-POUGNET

M. Guénolé JAN à Mme Fabienne FEDOU

Mme Sandra JENSEN à M. Franck JOANDET

Absent : /

Secrétaire de la séance : Mme Myriam MONTAGUT-LOBJOIT

Motion du Conseil Municipal de Bègles pour l'arrêt des négociations relatives au Grand Marché Transatlantique (GMT ou TAFTA) et l'ouverture d'un débat national sur le projet d'accord.

Texte présenté par le groupe "Front de Gauche" (élu-e-s communistes et du Parti de Gauche) et les élus de la majorité municipale.

Le 14 juin 2013, les 27 gouvernements de l'Union Européenne, dont la France, ont approuvé le mandat donné à la Commission européenne pour négocier un accord de libre-échange avec les Etats-Unis. Ce projet d'accord est négocié sans débat et vise à instaurer un vaste marché de libre-échange entre l'Union Européenne et les Etats-Unis, allant au-delà des accords de l'Organisation Mondiale du Commerce. Cet accord conforterait les multinationales en éliminant toutes les décisions publiques limitant l'extension de leurs parts de marché. Or, les Etats-Unis sont aujourd'hui en dehors des principaux cadres du droit international en matière écologique, sociale et culturelle. Ils refusent ainsi d'appliquer les principales conventions de l'Organisation Internationale du Travail, le protocole de Kyoto contre le réchauffement climatique, la convention pour la diversité biologique, et aussi les conventions de l'Unesco sur la diversité culturelle. Un marché commun encore plus libéralisé avec les Etats-Unis tirerait donc vers le « bas » toute réglementation européenne.

De plus, ce projet introduirait dans de nombreux cas un mécanisme d'arbitrage privé entre les investisseurs privés et les Etats, en se substituant aux juridictions existantes. Ce cadre juridique limiterait les capacités déjà insuffisantes des Etats à maintenir les services publics, à protéger les droits sociaux, à préserver les activités associatives, sociales et culturelles des entreprises du marché, à contrôler l'activité économique dans ses atteintes à l'environnement.

Le processus engagé avec ce Grand Marché Transatlantique remettrait également en cause l'interdiction nationale de production d'OGM, mettrait en danger les libertés numériques, et les services publics locaux. La commune de Bègles pourrait être impactée, par exemple par une remise en cause du mode de gestion de ses cantines scolaires, de ses aides à l'école publique, de certaines de ses activités culturelles.

C'est pourquoi, le Conseil Municipal de Bègles réuni le 20 novembre 2014 :

- Refuse toute tentative d'affaiblir le cadre réglementaire national ou européen en matière d'environnement, de santé, de protection des salariés et des consommateurs.
- Demande l'arrêt des négociations sur le Grand Marché Transatlantique du fait de l'absence de contrôle démocratique et la diffusion immédiate à la représentation nationale de tous les éléments de la négociation en cours.
- Demande l'ouverture d'un débat national impliquant la pleine participation des collectivités locales et des citoyens, sur les risques de nivellement par le bas des règles sociales, économiques, sanitaires, culturelles et environnementales que représenterait la mise en œuvre du Grand Marché Transatlantique.
- Déclare symboliquement la Commune de Bègles « hors zone GMT »

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

1. SIGNATURE DE LA CONVENTION POUR LA CONSTRUCTION D'UN GROUPE SCOLAIRE DANS LA ZAC « QUARTIER DE LA MAIRIE » ENTRE LA VILLE ET LA COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

Dans le cadre du projet de l'Espace Educatif Maternel Jean Zay, ce dispositif va permettre à la Ville d'être aidée pour la création de 3 classes supplémentaires (400.000 € par classe). Pour cela, une convention relative à la participation financière de la C.U.B. sera signée par le Maire ou son Deuxième Adjoint.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

2. CONVENTION CONCERNANT LES MODALITES FINANCIERES DE PARTICIPATION PAR FONDS DE CONCOURS ENTRE LA COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX ET LA VILLE DE BEGLES POUR LA MAISON DES MOBILITES

Le Conseil autorise le Maire ou le Deuxième Adjoint à signer la convention définissant les modalités financières de participation par fonds de concours entre la Communauté Urbaine de Bordeaux et la Ville de Bègles pour la Maison des Mobilités de Bègles.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

3. DEMANDE DE SUBVENTION POUR L'EXTENSION DE LA CRECHE LA CALINERIE

La crèche « La Calinerie », située au rez-de-chaussée de l'ancienne Maison Lacoste place du Prêche, est une structure gérée par l'Association SAGE. Le projet d'extension est porté par la Ville de Bègles, propriétaire des locaux. Il est décidé de solliciter l'intervention des différents organismes financeurs de cette opération, à savoir le Conseil Général et la Caisse d'Allocations Familiales.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

4. RENOUVELLEMENT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ET LANCEMENT DE LA PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU CINEMA « LE FESTIVAL »

La délégation actuelle se terminant le 30 juin 2015, le Conseil adopte le principe de délégation de gestion de service public pour la gestion et l'exploitation du cinéma « LE FESTIVAL », autorise Monsieur le Maire à lancer la procédure d'Appel d'Offres et à convoquer la Commission d'Appel d'Offres pour le choix du gestionnaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

5. SECTEUR ZAC MAIRIE - DENOMINATION D'UNE VOIE

Il est décidé de dénommer la voie reliant la rue Calixte Camelle au rond-point des Quatre Castéra : **rue Michel SLITINSKY**, résistant français, né le 5 février 1925 à Bordeaux et décédé le 8 décembre 2012 à Bordeaux à l'âge de 87 ans.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

6. PROJETS D'ECHANGES EUROPEENS MULTILATERAUX DES ECOLES ELEMENTAIRES PAUL LANGEVIN ET FERDINAND BUISSON

Le Conseil accepte le portage financier par la Ville des projets d'échanges partenariaux européens des écoles élémentaires Paul Langevin et Ferdinand Buisson dans le cadre du programme Erasmus +. Il autorise le versement au Budget de la Ville de trois subventions maximales de :

- **L'Ecole PAUL LANGEVIN**
 - 3.565 € pour le projet de mobilité de l'enseignement scolaire
 - 10.970 € pour le projet de partenariat stratégique de l'enseignement scolaire
- **L'Ecole FERDINAND BUISSON**
 - 21.395 € pour le projet de partenariat stratégique de l'enseignement scolaire

celles-ci octroyées pour ces actions par l'Agence Europe Education Formation France.

Les crédits correspondant aux recettes et aux prévisions de dépenses à engager concernant le paiement ou le remboursement des frais relatifs à ces échanges internationaux réalisés par les enseignants seront ouverts au budget 2014 de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

7. ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION « FETE LE MUR » POUR L'ANNEE 2014

Dans sa démarche de développer son activité en direction des jeunes, une subvention exceptionnelle de 2.000 € sera allouée à l'Association « Fête le Mur » pour 2014.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 CONTRE

8. TARIFICATION DE LA PAUSE MERIDIENNE : NOUVEAUX RYTHMES SCOLAIRES

Suite à la mise en place des nouveaux rythmes scolaires, la Ville, en association avec le tissu associatif local, propose des activités ludiques en libre accès pour les enfants durant la pause méridienne. Il est décidé que le tarif au quotient de la pause méridienne soit identique à celui du matin et du soir et intègre la restauration scolaire et une unité au titre des activités périscolaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

9. FONDS DEPARTEMENTAL D'AIDE A L'EQUIPEMENT DES COMMUNES – 2^{ème} lecture

Le Conseil adopte la nouvelle répartition d'un montant de 100.272 € pour les opérations suivantes :

- Travaux d'aménagement du kiosque au Complexe Langevin
- Terrain synthétique – Phase 1 – Création bloc vestiaire à la Plaine des Sports
- Extension du bâtiment des Restos du Cœur.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 CONTRE

10. DECISION MODIFICATIVE DU BUDGET DE LA VILLE

Les divers ajustements proposés sur le budget de la Ville sont approuvés.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 31 VOIX POUR – 2 CONTRE – 2 ABSTENTIONS

11. DECISION MODIFICATIVE DU BUDGET DU PORT

Les ajustements sur le budget annexe du Port sont adoptés.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 CONTRE

12. MODIFICATION DES RESULTATS D'INVESTISSEMENT ET DE FONCTIONNEMENT 2013

Il est décidé de procéder à l'ajustement des résultats d'investissement et de fonctionnement reportés. Le résultat de clôture d'investissement 2013 à reprendre sur le budget 2014 est de + 12.319.859,19 € et le résultat de clôture de fonctionnement 2013 à reprendre sur le budget 2014 est de 7.190.056,65 €.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 31 VOIX POUR – 2 CONTRE – 2 ABSTENTIONS

13. ETABLISSEMENT OU ADAPTATION DES RESEAUX D'ELECTRICITE SUR UNE VOIE PUBLIQUE EXISTANTE – PC SOCIETE SEVERINI PIERRE ET LOISIRS

Le Conseil accepte d'engager la réalisation des travaux d'établissement ou d'adaptation du réseau d'électricité réalisés par ERDF dont le coût total est estimé à 4.852,04 € HT et fixe à 4.852,04 € HT la part du coût des réseaux mise à la charge du bénéficiaire du permis de construire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

14. MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

La création d'un emploi d'adjoint d'animation de 1^{ère} classe à temps complet est approuvée.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 ABSTENTIONS

15. FETE DE LA MORUE – TARIF D'INSCRIPTION DES RESTAURATEURS

Le tarif d'inscription des restaurateurs à la Fête de la Morue 2015 est fixé à 60 Euros.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

16. FETE DE LA MORUE – TARIFS D'INSCRIPTION DES ASSOCIATIONS ET TRAITEURS

Les tarifs d'inscription des associations et traiteurs sont fixés comme suit :

- Gratuité pour les associations béglaises
- 400 € pour les structures proposant de la nourriture salée
- 200 € pour les structures proposant uniquement du sucré.

Une caution de **500 €** sera demandée pour le prêt de tables, chaises et bancs. En cas de disparition ou de détérioration du matériel prêté, il est décidé que le prix facturé, soit de :

- **130,00 € par table**
- **60,00 € par banc**
- **45,00 € par chaise**
- **55,00 € par extincteur**

De plus, obligation est faite à tous les stands (associations et traiteurs) présents sur la manifestation d'un achat d'un minimum de 100 verres recyclables Fête de la Morue pour un tarif de 1 Euro le verre, soit 100 Euros pour 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

17. FETE DE LA MORUE – DEMANDE DE PRISE EN CHARGE POUR LA VENUE DES INTERVENANTS ET PERSONNALITES

Le Conseil décide de prendre en charge les éventuels frais de transport, et/ ou l'hébergement etc..., ainsi que les défraiements des différentes personnalités ou intervenants qui viendront sur la Fête de la Morue 2015.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 ABSTENTIONS

18. FETE DE LA MORUE – CREATION D'UN PRIX POUR LA REALISATION DU VISUEL

Il est décidé de lancer le concours pour la réalisation du visuel de la Fête de la Morue 2015 et de fixer à **1.500 Euros** le montant du prix versé par la Ville au lauréat du concours.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR